

Projet d'appel à contribution, Dossier spécial Revue *Formation Emploi*

« La relation formation-emploi au prisme de l'intermédiation. Formes, modalités et effets du recours au principe du tiers employeur »

Coordination : Maël Dif-Pradalier¹ et Nicolas Roux²
avec la collaboration de Thierry Berthet³

Nouveau délai : propositions d'articles attendues pour le 14 octobre 2019.
Réception des articles pour le 31 janvier 2020.

Ce dossier de *Formation-Emploi* propose de s'intéresser aux formes et modalités d'intermédiation entre candidats à un emploi et employeurs sur le marché du travail et à leur accompagnement au sein de dispositifs articulant formation et insertion professionnelles.

Si les dispositifs d'insertion professionnelle ont longtemps privilégié l'amélioration de l'« employabilité » de leurs publics⁴, l'action publique a évolué vers le primat de la **mise en situation de travail** pour affirmer sa *dimension affiliatrice* (insertion), mais aussi sa *dimension certifiante* (formation). On assiste à une valorisation des dispositifs dont l'**action articule, au sein de la structure d'embauche, formation et emploi.**

Ainsi en va-t-il de l'alternance, entre formation théorique et formation pratique en entreprise, censée favoriser une meilleure articulation entre offre de formation et demande de travail (Boudesseul & al., 2015), mais aussi des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Forme particulière des groupements d'employeurs, les GEIQ embauchent les publics ciblés pour les mettre à disposition des entreprises adhérentes en organisant, *via* des contrats en alternance, des parcours d'insertion et de qualification. Le principe est ici le recours au « **tiers employeur** », le groupement (l'employeur de droit) employant le salarié qui est mis à disposition de l'entreprise (employeur de fait) adhérente ou non au groupement.

En se centrant sur le processus d'intermédiation, ses acteurs et ses effets, ce dossier invite à prendre en compte les structures de l'Insertion par l'activité économique (IAE) et les GEIQ, mais aussi d'autres dispositifs. **Les analyses attendues doivent donc porter sur les formes d'intermédiation de la relation d'emploi (prestations de services, portage salarial, groupement d'employeurs classiques, coopératives d'activité et d'emploi, etc.) qui visent explicitement l'articulation entre formation et emploi**, ce qui exclut *a priori* d'autres types d'intermédiaires telles que les agences de travail temporaire. Il en va de même au sujet des différents types d'intermédiation opérée par le service public de l'emploi (Fretel, 2012), dont l'action ne porte pas prioritairement sur la formation et l'insertion professionnelles.

Les contributions s'inscriront dans l'un ou l'autre des deux axes d'analyse suivants, et les feront interagir si possible :

¹ Sociologue, enseignant-chercheur à la SUPSI (Université professionnelle de la Suisse italienne) et chercheur associé au Céreq.

² Sociologue, chercheur post-doctorant au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Centre d'Études de l'Emploi et du Travail (CEET), Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Lise), Unité Mixte de Recherche CNRS 3320.

³ Directeur de recherche en science politique au CNRS, Directeur du Lest, Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail, Aix-Marseille Univ., CNRS, LEST, Aix-en-Provence, France.

⁴ Cf. Ebersold, 2004 ; Zunigo, 2013 ; Tiffon & al., 2017.

1) Le premier axe porte sur les **différentes formes d'intermédiation articulant formation et emploi et sur la manière dont ces dispositifs s'intègrent à la construction sociale d'un marché (public et privé) de la formation et de l'insertion professionnelles**. À côté des GEIQ et de l'alternance, ainsi que de l'exemple des réseaux d'entreprises formatrices en Suisse (Imdorf & Seiterle, 2015 ; Leemann, Da Rin & Imdorf, 2016), l'existence des *group training companies* en Australie, celle des *group training associations* au Royaume-Uni ou encore des *local training agencies* en Norvège, invitent à apporter un *éclairage international sur ces dispositifs d'intermédiation* en interrogeant notamment les jeux d'acteurs noués au niveau territorial et la manière avec laquelle ils s'inscrivent dans des logiques nationales et supranationales.

Certes, la diffusion de ces dispositifs demeure modeste. Cependant, la concurrence accrue entre travailleurs ou candidats à un emploi, l'accroissement de la précarité et du sous-emploi amènent les pouvoirs publics, d'une part, et des opérateurs privés, d'autre part, à mettre en avant l'intérêt et les potentialités du recours au principe du tiers employeur « *pour limiter le recours aux contrats de travail précaires et au temps partiel subi* » (CESE, 2018), autrement dit pour favoriser l'insertion, y compris *via* la formation. C'est le signe de la progression d'un marché de la formation et de l'accompagnement, au sein duquel les dispositifs d'intermédiation sont de plus en plus au service de la « *flexi-sécurité* » (Dif-Pradalier, Higelé & Vivés, 2016).

À ce titre, il apparaît opportun de distinguer les *usages de l'intermédiation*, entre organisation des parcours de formation et d'insertion professionnelles, d'une part, et outil de gestion de la main-d'œuvre, d'autre part. Il s'agit, en ce sens, de questionner et de caractériser les usages que font les entreprises de ces dispositifs d'intermédiation.

2) Un second axe du numéro s'intéressera aux **effets de ces dispositifs sur les parcours d'insertion et les trajectoires professionnelles**⁵, en considérant la variété des dispositifs, mais aussi des publics, et en distinguant notamment deux temporalités.

La première a trait à la manière dont ces dispositifs *préparent en amont et socialisent pendant l'accompagnement* : d'une part, à l'emploi et au marché du travail, au travers de l'appréhension des possibles de formation et d'insertion ; d'autre part, au travail, en tant qu'activité de production, apprentissage des normes collectives, savoir-faire et savoir-être attendus *in loco*, sur fond de construction identitaire professionnelle (Lamamra & Masdonati, 2009).

La seconde temporalité renvoie aux effets de ces dispositifs *en aval* en termes d'*intégration du marché du travail*. En Suisse (Imdorf & Seiterle, 2015 ; Leemann & al., 2016), on a pu souligner leur rôle positif dans l'intégration de jeunes d'origine étrangère.

Il apparaît aussi judicieux de préciser « *les enjeux des différents types d'accompagnement selon les fins poursuivies par les dispositifs et leurs destinataires* » (Sarfati, 2017). À côté des publics « classiques » de l'IAE (les seuls « jeunes », chômeurs et/ou décrocheurs scolaires pour la plupart d'entre eux), les GEIQ témoignent, comme dans les secteurs artistique et culturel (Proust, 2012 ; Roux, 2017), de l'extension des questions de formation et d'insertion professionnelles à des espaces relativement autonomes sur le marché du travail et aux jeunes les plus diplômés, mais dont les qualifications sont mal adaptées aux métiers visés (Baron & al., 1995, p. 174).

Dans cette optique, des *contributions analysant le point de vue des publics*, selon leurs parcours et leurs ressources variés, ainsi que les obstacles qu'ils rencontrent, sont attendues. Des analyses illustrant notamment l'importance des différences liées à l'origine sociale (Couronné & Sarfati, 2018), ainsi qu'au genre (Dif-Pradalier & Tschudi, 2018) et à la trajectoire migratoire (Brinbaum & Guégnard, 2011), voire qui parviennent à les articuler dans une perspective intersectionnelle (Crenshaw, 1991), sont bienvenues.

⁵ Ainsi, si les contraintes organisationnelles, les normes institutionnelles et l'éthique propres au travail des professionnels de l'accompagnement sont à prendre en compte (Meilland & Sarfati, 2016), il s'agit *in fine* de renseigner sur les effets l'intermédiation et de l'accompagnement sur les publics.

En résumé, ce dossier invite à mettre en relief, voire à articuler, tant les logiques de structuration et de transformation d'un certain type d'intermédiation entre formation et emploi, que les effets de cette intermédiation sur les publics concernés, dans l'idée d'une **mise en perspective de l'action publique elle-même**. C'est *in fine* le type de fonctionnement du marché du travail promu ou permis par les dispositifs de formation et d'insertion professionnelles qui pourrait être interrogé : « effet de levier » ou de « tremplin » sur le marché du travail, ajustement des formations proposées à la demande de travail selon une conception « adéquationniste » ou encore objectif d'intégration sociale relativement à la distance au secteur marchand et concurrentiel et à l'injonction au « retour à l'emploi » ?

Envoi des projets d'articles

Les auteurs devront envoyer leur intention d'article aux coordinateurs du numéro : Maël Dif-Pradalier (mael.difpradalier@gmail.com) et Nicolas Roux (nicolas.roux@lecnam.net) – avec en copie le rédacteur en chef de la revue (jean-frederic.vergnies@cereq.fr).

Cette proposition, composée d'un titre et d'un résumé d'une page en français ou en anglais du projet d'article (5 000 signes maximum), ainsi que du nom, des coordonnées et de l'affiliation institutionnelle de l'auteur, pourra être envoyée jusqu'au 30 septembre 2019.

Calendrier récapitulatif, échéances

Réception des notes d'intention (5 000 signes maximum) : d'ici le 1^{er} septembre 2019

Réponse des coordinateurs : 1^{er} octobre 2019

Réception des articles (45 000 signes +/- 10 %) : 20 janvier 2020

Retour des expertises des coordinateurs du numéro : 23 mars 2020

Version révisée : 2 mai 2020

Retour des expertises externes : 1^{er} juillet 2020

Sortie prévue du numéro : décembre 2020.

Références bibliographiques

Baron C., Bureau M.-C., Leymarie C., Nivolle P. (1995), « La construction des réseaux locaux pour l'insertion et la qualification : l'exemple d'un GEIQ », in *Cahiers du Centres d'Études de l'Emploi, Les politiques publiques et leurs acteurs*. Paris, PUF, pp. 171-198.

Berthe B. (dir.) (2007), *Travailler dans un groupement d'employeurs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (PUR).

Boudesseul G., Cart B., Couppié T., Giret J.-F., Lemistre P., Toutin M.-H., Werquin P. (coord.) (2015), « Alternance et professionnalisation : des atouts pour les parcours des jeunes et les carrières ? », *Relief Céreq*, n° 50, décembre.

Brinbaum Y., Guégnard C. (2012), « Parcours de formation et d'insertion des jeunes issus de l'immigration au prisme de l'orientation », *Formation Emploi*, n° 118, avril-juin, pp. 61-82.

Couronné J., Lima L., Rey F., Rist B., Roux N. (2017), *Trajectoires et insertions des personnes éloignées de l'emploi*, rapport remis à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) et la Confédération française démocratique du travail (CFDT).

Couronné J., Sarfati S. (2018), « Une jeunesse (in)visible : les « Neets vulnérables » de la Garantie jeunes », *Travail et Emploi*, n°153/1, pp. 15-40.

Crenshaw K. (1991), « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », *Stanford Law Review*, Vol. 43, n° 6, pp. 1241-1299

Demazière D., Zune M. (2018), « Qu'est-ce que le travail quand on n'a pas d'emploi ? Le travail non salarié à l'aune des projections d'avenir des chômeurs », *Formation Emploi*, n° 141.

Dif-Pradalier M. (à paraître), « Pousser les portes de la grande entreprise. Enjeux et usages d'un dispositif d'intermédiation de l'emploi tel qu'un groupement d'employeurs d'insertion et de qualification », in Kergoat P. et Maillard D., *L'apprenti n'est plus ce qu'il n'a jamais été (titre provisoire)*, Toulouse, Octarès.

Dif-Pradalier M., Tschudi D. (2018), « Formation supérieure ou emploi, un faux choix. Imbrication des normes de genre et fonctionnement du système d'emploi local tessinois », *Éducation & Formations*, numéro thématique « Égalité Filles-Garçons / Femmes-Hommes dans le système éducatif », n° 97, septembre, pp. 53-73.

Dif-Pradalier M., Reix F. (2017), *Le recrutement en question*, rapport de recherche pour le syndicat CGT-Force Ouvrière et l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), juillet.

Dif-Pradalier M., Higelé J.-P., Vivès C. (2016), « À propos du compte personnel d'activité : la sécurisation des parcours professionnels n'attache pas les droits à la personne », *Droit social*, n° 10, octobre, pp. 823-828.

Di Paola V., Moullet V. (2014), « Ce que font les contrats aidés aux parcours des jeunes », in Bernard S., Boussard V., Di Paola V., Garda J., Lima L., Méda D., Meilland C., Péliasse J., Tallard M., Sarfati F., Simonet M. (coord.). *Les dispositifs publics en action. Vers une sécurisation des parcours professionnels ?*, Paris, Centre d'études de l'emploi.

Ebersold S. (2004/4), « L'insertion ou la délégitimation du chômeur », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 154.

Fretel A. (2012), « Typologie des figures de l'intermédiation – Quelle relation à l'entreprise au-delà de l'impératif adressé aux opérateurs du SPE », Document de travail de l'IRES 02-2012.

Imdorf C., Seiterle N. (2015), La formation professionnelle dans le cadre des réseaux d'entreprises formatrices comme aide à l'intégration des jeunes issus de l'immigration », in Felouzis G., Goastellec G. (Eds.), *Les inégalités scolaires en Suisse. École, société et politiques éducatives*, Berne, Peter Lang, pp. 141-159.

Leemann R. J., Da Rin S., & Imdorf C. (2016), « Les réseaux d'entreprises formatrices : une nouvelle forme d'apprentissage en Suisse », *Formation Emploi*, n° 133, janvier-mars, pp. 139-156.

Meilland C., Sarfati S. (dir.) (2016), *Accompagner vers l'emploi. Quand les dispositifs publics se mettent en action*, Bruxelles, Peter Lang.

Minni C., Galtier B. (2017), « Emploi et chômage des 15-29 ans en 2015. Un jeune sur dix au chômage », *Dares Résultats*, mars, n° 16.

Proust S. (2012), « L'impossible transfert des règles de la société salariale dans les champs artistiques : l'exemple d'un dispositif de qualification dans le spectacle vivant », *Formation Emploi*, n°119, juillet-septembre, pp. 65-81.

Roux N. (2018), « L'insoutenabilité du travail. Le cas d'un groupement d'employeurs agricoles », *Connaissance de l'emploi*, décembre, n° 144.

Roux N. (2019), « Le GEIQ Théâtre comme "tremplin" ? Trajectoires d'artistes du spectacle », *Sociologies Pratiques*, mai, n°38 [à paraître].

Sarfati F. (2017), *Construire l'emploi. Une sociologie des dispositifs en action*, Habilitation à diriger des recherches, Paris, Conservatoire national des arts et métiers

Tiffon G., Moatty F., Glaymann D., Durand J.-P. (dir.) (2017), *Le piège de l'employabilité. Critique d'une notion au regard de ses usages sociaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Zunigo X. (2013), *La prise en charge du chômage des jeunes. Ethnographie d'un travail palliatif*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant.